



Une armée pour défendre la Nation, aux ordres du Gouvernement, sous le contrôle du Parlement

Une campagne de déstabilisation de nos armées orchestrée par l'extrême droite et médiatisée

Le 15 avril dernier, en Comité Technique Ministériel, notre fédération alertait la Ministre des Armées sur les signes qui remontent sur la présence des idées d'extrême droite dans les armées. Idées qui ne se masquent même plus. Néo-Nazis, nostalgiques de ce vieil « ordre nouveau », soldats d'un régiment qui arbore la croix de Lorraine et rêvent de la France de Vichy.

Depuis « Valeurs Actuelles » a lancé une campagne en trois temps :

- D'abord la tribune d'un quarteron de généraux en retraites, comme les désignait 60 ans plus tôt le général de Gaulle pour décrire ceux qui avaient pris la tête de la tentative de Putsch à Alger. Il y a une coïncidence volontaire sur la date. Qu'on ne nous amuse pas, l'appel à la sédition est tellement limpide.
- La campagne se poursuit avec la lettre d'un ancien aumônier militaire qui ferait bien de se plonger dans la lecture des évangiles, plutôt qu'à prétendre disqualifier le chef d'État-major des Armées.
- Enfin une nouvelle tribune incite les civils à signer un appel au soutien des premiers. Soutenir cet appel est une manipulation de plus, qui offense les militaires qui, quelques soient leurs opinions, respectent la discipline des armées et sa subordination au pouvoir politique légitime. Une fois de plus, sur un fantasme de guerre civile on fait le lit du fascisme qui pourrait bien nous mener à toujours plus de conflits au sein de la société. On en connaît qui mettaient le feu aux voitures pour dénoncer l'insécurité dans les banlieues et pour appeler à une réaction autoritaire salutaire.

Les réactions de la Ministre et du chef d'État-major des Armées à la première publication ont été limpides et convergentes, tant mieux.

Combattre les idées anti républicaines

Simple bon sens prétendent-ils, quand il ne s'agit que de la litanie des propos d'extrême droite, *« Oui, nos aînés ont raison sur le fond de leur texte, dans sa totalité. Nous voyons la violence dans nos villes et villages. Nous voyons le communautarisme s'installer dans l'espace public, dans le débat public. Nous voyons la haine de la France et de son histoire devenir la norme »*, propos trop souvent repris par des personnalités politiques qui ne cherchent qu'à faire des voix, sans voir combien ils mettent en danger le pacte républicain.

La violence dans le débat public ils y participent eux, qui sciemment violent leur statut, les mensonges de l'extrême droite, qui à force d'être répétés deviennent des lieux communs que certains finissent par prendre pour des vérités.

Nous connaissons la désespérance sociale, le sentiment de relégations de nombreux acteurs de la société, il ne date pas d'aujourd'hui. Le découplage de la richesse et du bien-être social date, pour nous, des années 1980 lorsque les politiques d'austérités conduisirent à réduire les interventions sociales en faveur des plus faibles quand les interventions se faisaient massive en faveur des plus riches.

Le pays s'enrichissait mais il fallait réduire notre protection sociale, les impôts ne baissaient pas mais il fallait réduire l'action de l'État au profit du Crédit Impôt Recherche, du CICE et des allègements massifs de cotisations sociales en direction des employeurs.

Les privatisations des entreprises industrielles puis des services d'intérêt général qui appauvrissent à terme notre pays amplifient ce mouvement.

Sanctionner les meneurs ne suffit pas, il faut sensibiliser aux valeurs

Quand la planète s'échauffe, il faut des actes à la hauteur des enjeux. Quand la société s'échauffe, il en faut également. Nous ne sommes pas dupes, tous les militaires ne sont pas victimes de la peste brune que nous devons combattre comme la COVID19 ou le réchauffement climatique.

Pour autant, il est nécessaire de réagir, de sanctionner ceux qui volontairement violent leur statut, mais aussi de remettre en avant les vertus républicaines qui, en France, sont celles de notre république démocratique, la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Rappeler que les militaires même s'ils exercent un métier bien particulier [le seul qui prévoit expressément qu'ils peuvent mourir ou donner la mort sur ordre, en tout temps et en tous lieux] restent subordonnés à l'autorité légitime du pouvoir politique, que comme tous les agents de l'État, ils se doivent de rester neutres dans l'exercice de leurs missions et que leur devoir de réserve leur interdit d'accoler leur fonction et leur nom dans une prise de position politique.

D'autre part, la CGT tient également à rappeler que les militaires restent aujourd'hui des citoyens avec des droits restreints puisque le droit à la syndicalisation leur est toujours interdit. Notre organisation syndicale demande depuis des années que ce droit essentiel puisse leur être enfin accordé comme cela existe dans d'autres pays européens.

Restaurer le lien armée nation

Nous savons que la rupture du lien Armée - Nation était en germe dès la suppression du Service National, que la création de la Garde Nationale n'y a rien changé. On voit l'ironie qu'il y a à demander aux armées d'intégrer des jeunes en difficulté, cela avait du sens quand le Service National était le creusé de la Nation. Cela est bien autre chose quand l'armée n'arrive plus à faire comprendre aux siens, le sens de sa mission, le sens de leur engagement individuel et collectif et le respect qui est dû aux institutions républicaines.

Nous représentons les personnels civils du ministère des Armées et des anciens arsenaux de l'État. Notre engagement au service de la Défense Nationale est permanent depuis notre création, notre engagement contre les idées d'extrême droite également. Nous n'avons pas peur de nos « engagements politiques » qui structurent notre action revendicative, et invitons à une forte réaction pour construire une société plus solidaire, débarrassée depuis 76 ans du nazisme ; Ne laissons pas revenir les idées d'extrême droite.

Montreuil, le 12 mai 2021



Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat CGT
263, rue de paris Case 541 93515 Montreuil Cedex
T : 01 55 82 89 00 Fax : 01 55 82 89 01 M : trav-etat@cgt.fr